

## SOMMAIRE

### 2. PUBLICATIONS DU MOIS

#### SOCIETE

► Migration, déplacement et éducation : bâtir des ponts, pas des murs/ UNESCO

#### SCIENCES & TECHNIQUES

► Health and Headthcare in the Fourth Industrial Revolution

#### ECONOMIE

► Le développement économique en Afrique 2019 Made in Africa – les règles d'origine, un tremplin pour le commerce intra-africain

#### ENVIRONNEMENT

► Biodiversity and ecosystem services of the Intergovernmental Science-Policy Platform on Biodiversity and Ecosystem Services

#### POLITIQUE

► Global Trends to 2030 : Challenges and Choices for Europe

### 1. FOCUS DU MOIS

Cette étude souligne que l'humanité atteindrait un 'point de non-retour' à l'horizon 2050, si les tendances de la dégradation de la planète, causée notamment par les effets du changement climatique, se poursuivent.



### 3. CONCEPT EMERGENT

Le concept émergent abordé dans ce numéro porte sur "l'Outcome Economy."

### 4. BIBLIOGRAPHIE SELECTIVE

Cette rubrique présente une sélection d'ouvrages ayant trait aux questions globales et aux concepts émergents, récemment publiés ainsi que ceux à paraître dans les mois à venir.



## ◆◆◆◆◆ 1- FOCUS DU MOIS

### ►The existential climate-related security risk: A scenario approach, 2019

**Tags : Changement climatique | Crise alimentaire | migration | prospective | Conflits | carbonel gaz à effet de serrel**

**A** travers ce rapport, publié par le think tank australien Breakthrough-National Center for Climate Restoration, l'humanité atteindrait un 'point de non-retour' à l'horizon 2050, si les tendances de la dégradation de la planète, causée notamment par les effets du changement climatique, se poursuivent.

Ce rapport souligne que d'ici à 2050 la hausse de la température moyenne du globe atteindrait 3 °C, ce qui rendrait l'atteinte de l'objectif de +1,5 °C de plus en plus irréalisable. Ceci exposerait plus de la moitié de la population mondiale à des vagues de chaleurs, notamment en Afrique de l'Ouest, au Moyen-Orient, en Amérique du Sud et en Asie du Sud-Est et provoquerait ainsi l'effondrement des récifs coralliens, de la forêt amazonienne et de l'Arctique.

Dans le même sillage, le rapport prévoit la diminution des récoltes mondiales d'un cinquième en 2050, forçant ainsi la migration d'un milliard de personnes et l'exposition de deux milliards de personnes à une pénurie d'eau avec un risque élevé de pandémies.

Pour relever ces défis, le rapport propose une panoplie de recommandations dont notamment :

- Agir au plus vite contre le réchauffement climatique par la construction d'un système industriel avec l'ambition de zéro émission de gaz à effet de serre (GES) et le développement des énergies renouvelables et la séquestration du CO<sub>2</sub>.
- Intensifier les actions à court et à long terme afin d'accélérer la transition vers un développement vert et sobre en carbone.
- Mobiliser la recherche scientifique dans un cadre de gestion des risques afin d'améliorer la compréhension des évolutions passées et apporter une visibilité sur les évolutions futures.
- Préparer les populations et adapter les territoires aux éventuels changements afin de limiter les conséquences négatives de changement climatique et assurer le développement de leur prospérité.

**Source :**

**<https://www.breakthroughonline.org.au/papers>**

## ◆◆◆◆◆ 2- PUBLICATIONS DU MOIS ◆◆◆ SOCIETE

### ► Migration, déplacement et éducation : bâtir des ponts, pas des murs/ UNESCO,2019

**Tags : Migration | ODD4 | Droit à  
l'éducation | Développement durable**

Ce rapport, publié par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), s'inscrit dans la continuité des travaux engagés par le programme du développement durable à l'horizon 2030, visant la réalisation de l'Objectif inhérent à l'éducation (ODD 4<sup>1</sup>).

Selon l'UNESCO, en dépit des engagements pris par plusieurs pays pour l'intégration des "immigrants" et des réfugiés dans leurs systèmes éducatifs, le seuil minimum d'apprentissage risquerait de ne pas être atteint d'ici à 2030. A l'échelle mondiale, plus de la moitié d'enfants et d'adolescents en âge de la scolarisation primaire ou secondaire n'ont pas atteint le niveau minimum de compétence en littératie<sup>2</sup>.

Le droit à l'éducation des immigrants est évoqué dans les textes de lois de certains pays d'accueil, cependant le vécu de ces immigrants est tout autre d'après l'UNESCO.

Nonobstant, les efforts fournis par les pays d'accueil pour l'intégration dans le système éducatif de la première et la deuxième génération des enfants issus de l'immigration, dont le taux avoisinerait 22% en 2030, des écarts

<sup>1</sup> "Assurer à tous une éducation équitable, inclusive et de qualité et des possibilités d'apprentissage tout au long de la vie".

relatifs à l'égalité d'accès aux écoles par rapport aux non-migrants sont enregistrés.

D'après ce rapport, d'ici à 2050, l'effectif des étudiants issus de la migration qui atteindrait les établissements universitaires connaîtrait une progression de moins de 0,1% parmi les adultes et d'environ 0,2 % parmi les jeunes.

Afin d'appuyer la mise en œuvre des deux pactes mondiaux sur les réfugiés et les migrations, qui réaffirment le rôle de l'éducation et l'importance de la réalisation de l'ODD4, prescrit par la communauté internationale, le rapport présente sept recommandations sur le plan des politiques publiques à savoir :

1. *"Défendre le droit à l'éducation des migrants et des personnes déplacées ;*
2. *Intégrer les migrants et les personnes déplacées au système éducatif national ;*
3. *Comprendre les besoins éducatifs des migrants et des personnes déplacées et établir des plans en conséquence ;*
4. *Veiller à ce que l'éducation donne une représentation exacte de l'histoire des migrations et des déplacements afin de lutter contre les préjugés ;*
5. *Préparer les enseignants des migrants et des réfugiés à faire face à la diversité et aux situations difficiles ;*

<sup>2</sup> Définie par l'OCDE comme " l'aptitude à comprendre et à utiliser l'information écrite dans la vie courante, à la maison, au travail et dans la collectivité en vue d'atteindre des buts personnels et d'étendre ses connaissances et ses capacités ".

6. Valoriser le potentiel des migrants et des personnes déplacées ;
7. Répondre aux besoins éducatifs des migrants et des personnes déplacées dans le cadre de l'aide humanitaire et de l'aide au développement."

Source :

<https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000367435/PDF/367435fre.pdf.multi>

## ◆◆ SCIENCES & TECHNIQUES

### ► Health and Healthcare in the Fourth Industrial Revolution/2019

**Tags: | Santé | Système de santé | 4<sup>ème</sup> révolution industrielle | Innovation | Prospectif | Emploi | Intelligence artificielle**

Ce rapport, élaboré par le Global Future Council (GFC), relevant du Forum Economique Mondial (FEM), fournit des indications sur la manière dont l'évolution du système de santé affecterait la population mondiale dans les décennies à venir, à l'aune de l'avènement de la quatrième révolution industrielle.

Le rapport énumère plusieurs défis liés à la santé dont notamment :

- La démographie vieillissante : puisqu'un cinquième de la population mondiale aurait plus de 60 ans à l'horizon 2050.
- La charge croissante des maladies chroniques non transmissibles (MNT), qui représentent, aujourd'hui, 75% des dépenses de soins de santé.
- D'ici 2040, le monde dépenserait environ 25 millions en moyenne annuellement sur la santé, alors que la hausse des coûts des soins de santé, contribuerait à une perte globale directe et indirecte de

47.000 milliards de dollars au niveau du PIB mondial à l'horizon 2030.

- L'évolution à un rythme effréné de la science et de la médecine.
- L'introduction des nouvelles technologies dans le système de santé (médias sociaux, Internet des objets (IoT), wearables, big data, intelligence artificielle, nanotechnologies, robotique et impression 3D) transformerait les structures des systèmes de santé. Par ailleurs, les progrès enregistrés en matière des biotechnologies telles que l'édition du génome révolutionnant ainsi le paysage de la santé et de la médecine, mais susciteraient, toutefois, de nombreuses préoccupations éthiques, juridiques et sociales.

En somme, le rapport propose une série de recommandations :

1. Moderniser le cadre de gouvernance du service de santé et mettre en œuvre les leviers politiques afin d'encourager l'utilisation appropriée des technologies, en protégeant les patients.
2. Dépenser judicieusement les ressources et promouvoir les innovations.
3. Collaborer avec les parties prenantes, y compris le monde industriel et académique, pour s'assurer que l'intelligence artificielle ne favorise pas les inégalités et encourager le développement de l'Intelligence Artificielle favorisant l'intérêt public.
4. Gérer les risques relatifs aux menaces biologiques, générés par les technologies émergentes, notamment par la mise en application des principes de transparence et de

surveillance et en s'appuyant sur des standards mondiaux.

5. Promouvoir des efforts pour la protection des données des hôpitaux et des systèmes de santé, en adoptant des politiques rigoureuses en matière de confidentialité et de sécurité des données.
6. Adopter une politique d'éducation et de formation, permettant à la main-d'œuvre active et celle qui intègre le monde du travail d'évoluer et de s'adapter aux technologies en évolution et aux tendances du marché du travail.

Source

[http://www3.weforum.org/docs/WEF\\_Shaping\\_the\\_Future\\_of\\_Health\\_Council\\_Report.pdf](http://www3.weforum.org/docs/WEF_Shaping_the_Future_of_Health_Council_Report.pdf)

### ◆◆◆ ECONOMIE

#### ► Le développement économique en Afrique 2019 : Made in Africa – les règles d'origine, un tremplin pour le commerce intra-africain, 2019

**Tags : Economie | Commerce | Afrique | Règles d'origine | ZLECAf | Politiques publiques | Nouvelles technologies**

Le rapport, publié par la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, est consacré à la thématique des règles d'origine, qui sont "les critères permettant de déterminer le pays d'origine d'un produit", qui pourraient contribuer à la réussite de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf), entrée en vigueur en mai 2019.

En effet, le lancement de la Zone de libre-échange continentale africaine marque une étape importante dans l'histoire de l'intégration régionale du continent africain.

Elle vient comme une réponse pragmatique pour pallier la fragmentation économique et logistique en Afrique. Les gains que pourrait entraîner cette Zone de libre-échange, contribuerait à l'accroissement de 33 % du commerce intra-africain, en créant un marché unique continental de plus de 1,3 milliard de consommateurs avec une production annuelle de 2 220 milliards de dollars d'ici à 2025.

La part du commerce intracontinental ne représente aujourd'hui que 15% en Afrique contre 67% en Europe, 61% en Asie et 47% en Amérique. Selon la CNUCED, le PIB de la plupart des pays africains pourrait s'élever de 1 à 3% si de nouveaux mécanismes de coordination continentale sont mis en œuvre et après une suppression des droits douaniers.

Le rapport souligne que pour profiter des opportunités potentielles offertes par la Zone de libre-échange continentale africaine, il convient de renforcer les liens entre le commerce et l'industrialisation sur le continent à travers le recours à des politiques complémentaires à savoir, la facilitation du commerce, le développement des infrastructures et la dynamisation de la création et l'expansion d'entreprises.

Le rapport met en exergue l'importance de la conception, de l'application et le contrôle des mécanismes de contrôle pour bénéficier des avantages économiques qui découleront de la Zone de libre-échange continentale africaine et garantir une particularité des chaînes de valeur régionales qui se constitueraient en Afrique.

Enfin, le rapport propose certaines recommandations :

- S'agissant de l'application impartiale, transparente et prévisible

des règles d'origine, les pays africains seraient dans l'obligation de prendre en considération l'inégalité entre les moyens de production dont ils disposent et leur compétitivité. Ceci nécessiterait le renforcement du rôle des institutions fiscales et des nouvelles technologies afin de faciliter les échanges commerciaux pour les entreprises et les opérateurs commerciaux.

- Quant aux règles d'origine, elles devraient être flexibles et prendre en considération la conjoncture régionale et mondiale.
- Harmonisation des règles afin de réduire les coûts de transaction commerciaux et prévenir les arbitrages réglementaires.

Source :

[https://unctad.org/fr/PublicationsLibrary/aldcafrica2019\\_fr.pdf](https://unctad.org/fr/PublicationsLibrary/aldcafrica2019_fr.pdf)

## ◆◆◆ ENVIRONNEMENT

### ► Biodiversity and ecosystem services of the Intergovernmental Science-Policy Platform on Biodiversity and Ecosystem Services, 2019

**Tags: Biodiversité | Charbon | Environnement | Écosystème | 2030 |**

Ce rapport, publié par la Plateforme intergouvernementale sur la biodiversité et les services écosystémiques, alerte sur l'accélération de l'extinction des espèces, ce qui aurait, inéluctablement, des effets néfastes sur l'humanité.

En effet, plus de 75% de l'environnement terrestre est détérioré à cause, notamment, de la déforestation, de l'agriculture intensive, de l'urbanisation, de la surexploitation des ressources minières, 66 % des milieux marins subissent de plus en plus d'impacts cumulatifs dus à la surpêche

et à la pollution et plus de 85 % des zones humides ont été perdues. A tout cela s'ajoute les effets du changement climatique, des espèces exotiques envahissantes comme facteurs directs, exacerbant l'impact des autres facteurs sur la nature et le bien-être humain.

Le rapport souligne que 3000 vertébrés et 40.000 plantes sont condamnés à la disparition en raison des dommages causés à leur habitat et qu'entre 500 000 et un million d'espèces sont en danger et que le taux d'extinction des espèces dans le monde s'accélérerait encore, ce qui est au moins cent fois plus élevé que sa moyenne des 10 millions d'années écoulées.

Les mesures prises par la communauté internationale, basées sur la gestion des terres pourraient, éventuellement, contribuer à l'atténuation jusqu'à 37% des effets du changement climatique d'ici 2030, pour atteindre l'objectif de 2°C avec des avantages connexes potentiels pour la biodiversité.

Le rapport propose la mise en place d'un processus pour la conservation de la nature, en répondant simultanément à d'autres objectifs mondiaux en faveur d'un changement en profondeur :

1. "À court terme (avant 2030), les décideurs pourraient contribuer au renforcement et l'amélioration de la mise en œuvre et l'application des instruments et réglementations existants, ainsi qu'en réformant et en supprimant les politiques et subventions préjudiciables existantes.
2. Des mesures supplémentaires sont nécessaires pour permettre un changement à long terme (jusqu'en 2050) à savoir la modification des structures sociales, économiques et

technologiques au sein des nations et entre elles.

3. Les décideurs devraient tenir compte de la diversité des approches de la gouvernance innovante, telles que la gouvernance intégrative, inclusive, informée et adaptative. Bien que ces approches aient été largement pratiquées et étudiées séparément, il est de plus en plus reconnu qu'ensemble, elles peuvent contribuer à une amélioration de la situation actuelle. Elles aident à résoudre les problèmes de gouvernance communs à de nombreux secteurs et domaines politiques et créent des conditions propices à la mise en œuvre de changements en profondeur.
4. Exploiter des leviers tels que les modifications apportées aux lois et aux politiques relatives à la gestion et de consommation des ressources, en modifiant les comportements et les habitudes individuels et collectifs, pour la mise en œuvre de ces politiques et de ces lois.
5. Réduire et transformer les résidus et les déchets et insister sur le changement dans la consommation des pays industriels, ce qui est essentiels au développement durable et à la réduction des inégalités.
6. Atteindre les objectifs de développement durable dans les villes et les rendre résilientes au changement climatique par des solutions qui sont adapté aux contextes sociaux, économiques et écologiques."

De plus, le rapport souligne la nécessité d'un cadre réglementaire stable et d'un environnement institutionnel solide en Afrique subsaharienne, permettant ainsi de tirer

bénéfice des ressources naturelles abondantes.

Enfin, le rapport souligne l'importance d'entreprendre des actions urgentes afin d'accélérer la transition énergétique mondiale et ce, à travers le découplage de la croissance économique et la consommation énergétique dans les pays émergents, la collaboration entre pays développés et en développement pour le déploiement des technologies et des innovations de rupture dans les domaines de l'efficacité et de l'environnement et ce dans un contexte de justice sociale et d'équité.

Source : [http://www3.weforum.org/docs/WEF\\_Fostering\\_Effective\\_Energy\\_Transition\\_2019.pdf](http://www3.weforum.org/docs/WEF_Fostering_Effective_Energy_Transition_2019.pdf)

## ◆◆◆ POLITIQUE

### ► Global Trends to 2030 : Challenges and Choices for Europe, 2019

Tags : Europe | Economie | Réchauffement climatique | Environnement | Prospective | Scénarios |

Ce rapport, publié par l'European Strategy and Policy Analysis System (ESPAS), présente selon une vision prospective, les enjeux auxquels l'Europe devrait faire face.

L'Union européenne perd de plus en plus de terrain sur le plan géopolitique dans un nouvel ordre mondial en voie de domination par les trois puissances qui sont les États-Unis, la Chine et la Russie, et ce même si cette Union pèse encore de tout son poids dans la politique économique mondiale. En effet, la valeur cumulée en 2018 du PIB de ses 28 États membres, fait de l'Union européenne la première économie du monde.

Ce rapport met en exergue les tendances lourdes qui structureraient le cadre institutionnel, économique et

social européen dont notamment le réchauffement climatique, le phénomène migratoire, le vieillissement de la population...

Le rapport se réfère au modèle allemand et suédois, inclusif et durable, favorisant le choix des régimes alimentaires respectueux de l'environnement, alliant différents facteurs, comme l'alimentation, les enjeux de santé et leur interaction avec la question environnementale.

Les risques populistes, résidant dans l'instrumentalisation des peurs collectives en optant pour le durcissement des régimes politiques, constituent l'un des enjeux que l'Europe devrait affronter avec le risque d'affaiblir la démocratie.

Le rapport présente plusieurs scénarios pour l'Europe en 2030 :

Dans le cadre du premier scénario, dit tendanciel, l'Union européenne s'inscrit dans la continuité de la mise en œuvre et l'amélioration de son programme actuel de réformes

Le second scénario prévoit la recentration progressive de l'Union européenne sur le marché unique.

Le troisième scénario se focalise sur la « coalition de certains pays  
**Outcome economy :**

"Au cours de la phase d'économie des résultats, les entreprises passeront de la concurrence par la vente de produits et services à la concurrence pour obtenir des résultats mesurables

volontaires » qui souhaitent collaborer dans des domaines politiques spécifiques. Il peut s'agir de politiques telles que la défense, la sécurité intérieure, la fiscalité ou les affaires sociales.

Le quatrième scénario suppose que l'Union européenne pourrait concentrer ses efforts sur des domaines d'actions concertés pour l'atteinte de résultats de manière plus efficace et plus rapide.

**Source:**

[https://espas.secure.europarl.europa.eu/orbis/sites/default/files/generated/document/en/ESPAS\\_Report2019\\_V14.pdf](https://espas.secure.europarl.europa.eu/orbis/sites/default/files/generated/document/en/ESPAS_Report2019_V14.pdf)

◆◆◆◆◆ **CONCEPT EMERGENT**

importants pour le client. Ceci est une perspective beaucoup plus difficile.



Entre autres choses, les fournisseurs devront comprendre davantage les besoins des clients et le contexte dans lequel les produits et services seront utilisés. La valeur basée sur la sortie implique également la quantification des résultats en temps réel.

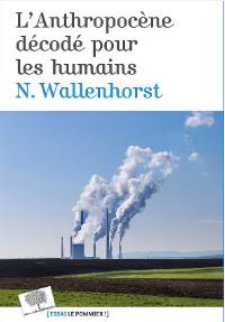

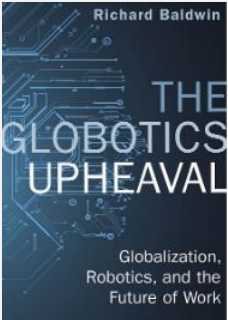



Ces deux exigences ont constitué des obstacles presque insurmontables à l'échelle - jusqu'à présent".

**Source : World Economic Forum, 2019**

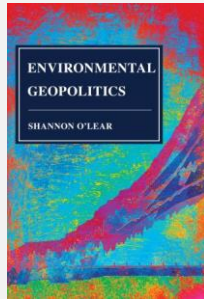


## BIBLIOGRAPHIE SELECTIVE

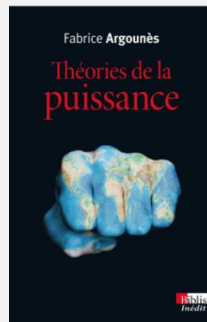
Cette bibliographie rassemble une sélection des dernières publications, en rapport avec les questions globales ainsi que celles relatives à la diplomatie et aux relations internationales.

|  |   |   |
|--|---|---|
| <p>Nathanaël WALLENHORST (2019), L'Anthropocène décodé pour les humains</p>                 | <p>Gérard AMICEL (2019), Que reste-t-il de l'avenir ? Entre posthumanité et catastrophe</p>  | <p>Richard BALDWIN (2019), The Globotics Upheaval: Globalisation, Robotics and the Future of Work</p>  |
| <p>Antonio CASILLI A (2019), En attendant les robots. Enquête sur le travail du clic</p>  | <p>Pascal BONIFACE (2019), Requiem pour le monde occidental. Relever le défi Trump</p>     | <p>Thomas GOMART (2019), L'Affolement du monde. 10 enjeux géopolitiques</p>                          |

Shannon O’Lear (2018), Environmental Geopolitics



Fabrice Argounès (2018), Théories de la puissance



Frank Tétart (2017), Grand Atlas 2018. Comprendre le monde en 200 cartes



CHEBEL Malek, KABBAJ Mohamed (2017), Maghreb des origines à nos jours vision 2050



LE MOUËL Chantal, SCHMITT Bertrand (2017), La dépendance alimentaire de l’Afrique du Nord et du Moyen-Orient à l’horizon 2050



FPI, Futuribles international (2017), Le monde à l’horizon 2050



# INDEX DES TAGS

---

## A

Afrique.....5

---

## C

carbone.....2  
Changement climatique.....2  
Charbon.....6  
Commerce.....5  
Conflits.....2  
Crise alimentaire.....2

---

## D

Développement durable.....3  
Droit à l'éducation.....3

---

## E

Economie.....5, 8  
Ecosystème.....6  
Environnement.....6, 8  
Europe.....8

---

## G

gaz à effet de serre.....2

---

## I

Innovation.....4

---

## M

migration.....2

Migration.....3

---

## N

Nouvelles technologies.....5

---

## O

ODD.....4  
ODD4.....3

---

## P

PMA.....4  
Politiques publiques.....5  
prospective.....2  
Prospective.....8

---

## R

Réchauffement climatique.....8  
Règles d'origine.....5

---

## S

Scénarios.....8

---

## T

TIC.....4

---

## Z

ZLECAf.....5